



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

## CONTENU

---

|  |    |
|--|----|
| <b>Notre analyse</b> .....   | 1  |
| <b>Point de mire : Adoption des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama</b> |    |
| Une victoire pour Obama, mais des retombées négligeables pour l'économie américaine .....                | 2  |
| Analyse des impacts des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama .....       | 3  |
| Commentaire sur les votes au Congrès .....   | 5  |
| <b>Investissements</b>   |    |
| L'Initiative nationale pour les investissements .....  | 8  |
| <b>Commerce international</b>  |    |
| Développements dans le processus d'accession de la Russie à l'OMC .....                                  | 10 |
| <b>Études économiques et articles connexes</b> .....   | 11 |

---

*Notre analyse* : L'adoption par le Congrès le 12 octobre dernier des accords de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama est une victoire politique importante pour le président Obama. En plus de libérer l'agenda de la politique commerciale, l'adoption des ALE lui permet de projeter l'image d'un président qui cherche des solutions concrètes aux problèmes économiques des États-Unis et au chômage élevé. Elle lui permet aussi de démontrer sa capacité d'agir malgré l'obstruction républicaine au Congrès. Les modifications apportées aux ALE au cours des deux dernières années et le renouvellement du Programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC) viennent tempérer les critiques de l'aile gauche du parti démocrate, farouchement opposées au modèle d'accord de libre-échange défendu à Washington. À première vue donc, Obama a réussi à naviguer au centre, tirillé entre les sentiments protectionnistes de certains et les désirs d'une plus grande libéralisation des autres.

Les sentiments protectionnistes semblent malgré tout prendre de l'ampleur à mesure que l'élection présidentielle de 2012 approche, et surtout en raison du fait que les États-Unis peinent à se remettre de la crise économique de 2008/2009. Les discours antichinois se multiplient et se sont à nouveau répercutés au Congrès avec l'adoption par le Sénat d'un projet de loi qui contraindrait les États-Unis à imposer des sanctions commerciales à la Chine en raison des manipulations de sa devise.

L'inquiétude des marchés face à la crise européenne accroît les incertitudes quant à la croissance aux États-Unis et, malgré un discours optimiste, un sentiment d'impuissance se dégage à Washington, l'Administration ne parvenant pas à relancer l'économie. Sur le plan législatif, les républicains ne cessent de mettre des bâtons dans les roues de l'Administration Obama et toutes les initiatives émanant de l'exécutif, comme le nouveau programme *SelectUSA* pour attirer les investissements aux États-Unis, sont prétexte à critiques et à démagogie politique.



## Point de mire : Adoption des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et le Panama

*Une victoire pour Obama, mais des retombées négligeables pour l'économie américaine*

Le 12 octobre dernier, les trois accords de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama ont été votés par les deux chambres du Congrès, plus de quatre ans après leur négociation par le président George W. Bush. L'adoption bipartisane des ALE marque un rare moment de collaboration entre élus démocrates et républicains à la Chambre des représentants depuis que ces derniers ont remporté les élections législatives de novembre 2010. Leur adoption est une victoire politique pour le président Obama et son administration, celle-ci négociant depuis 2010 avec les trois pays des amendements qui puissent satisfaire les critiques. De plus, l'Administration a fini par venir à bout de l'opposition des élus républicains et à faire renouveler par le Congrès le Programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC) en même temps que le Système généralisé des préférences (SGP).

Les trois ALE seront les premiers à être ratifiés par les États-Unis depuis celui avec le Pérou (2007). Bien qu'ils s'appliquent à des économies très différentes l'une de l'autre, ils ont pour caractéristique commune de couvrir un large éventail de secteurs économiques et de définir des normes communes sur de nombreuses questions liées au commerce, notamment les normes du travail, l'environnement et l'investissement. Autre caractéristique commune, ils sont avant tout un outil politique qui servira à renforcer des alliances avec des partenaires clés des États-Unis.

Malgré l'importance économique relative de la Corée du Sud, 7<sup>e</sup> partenaire commercial des États-Unis en 2010 et 11<sup>e</sup> économie mondiale, les trois ALE devraient avoir un impact négligeable sur l'économie américaine. Selon une étude de l'*United States International Trade Commission* (USITC), la croissance supplémentaire du PIB engendrée par les ALE devrait atteindre 14 à 15 milliards de \$ ÉU, ce qui pourrait se traduire par la création d'environ 75 000 emplois. Les estimations les plus optimistes de certains élus républicains gonflent ce chiffre à 200 000 emplois. La controverse sur les ALE et l'appui partagé de la part du caucus démocrate mettent cependant en lumière les visions très polarisées sur le libre-échange qui s'affrontent actuellement aux États-Unis. Une étude concurrente à celle de l'USITC réalisée par l'*Economic Policy Institute* prévoit plutôt la disparition nette de 215 000 emplois, conséquence directe des délocalisations d'entreprises liées à la mise en œuvre des ALE. C'est dire à quel point chaque camp voit les choses à sa manière.

*« L'adoption bipartisane [des accords de libre-échange] permettra d'accroître significativement nos exportations, créera des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés et protégera les droits du travail, les droits de l'environnement et les droits de propriété. »*

– Président Barack Obama, 12 octobre 2011.

Pour consulter le communiqué de presse du Président Obama en réaction à l'adoption des ALE, voir :

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/10/12/statement-president-trade-agreements-and-trade-adjustment-assist>

Sources : ICTSD, « US FTAs with Korea, Colombia, Panama Face Long-Awaited Congressional Vote », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 34, 12 octobre 2011, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/115763/> ; Vicki Needham, « President Gets Win as Trade Deals Pass », *The Hill*, 12 octobre 2011, en ligne :

<http://thehill.com/homenews/house/187253-president-gets-win-as-trade-deals-pass> ; Binyamin Appelbaum et Jennifer Steinhilber, « Congress Ends 5-Year Standoff on Trade Deals in Rare Accord », *New York Times*, 13 octobre 2011, en ligne : <http://www.nytimes.com/2011/10/13/business/trade-bills-near-final-chapter.html>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

### *Analyse des impacts des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama*

L'ALE avec la Corée du Sud a reçu l'appui de 278 élus à la Chambre des représentants. 151 ont voté contre. 59 représentants démocrates l'ont appuyé. Au Sénat, l'ALE a été adopté par 83 voix contre 15. L'ALE avec la Corée du Sud sera le plus important accord de libre-échange auquel sont parties les États-Unis après l'ALENA, mais son impact économique devrait malgré tout être limité. Les exportations américaines vers la Corée du Sud se sont élevées à près de 39 milliards de \$ É-U en 2010, mais le potentiel de croissance supplémentaire engendré par l'ALE est limité par l'ouverture généralement importante des marchés coréens. Grâce à l'accord, l'*USITC* prévoit une croissance supplémentaire du PIB des États-Unis de 10 à 11 milliards de \$ É-U, soit 0,1 % du PIB total. Les secteurs d'exportation qui devraient bénéficier le plus de la libéralisation presque complète des échanges prévue par l'accord sont l'agriculture et les services, notamment financiers. Afin de gagner l'appui des syndicats de l'industrie manufacturière et d'une portion suffisante du caucus démocrate, l'Administration Obama a renégocié certaines clauses de l'ALE en 2010. Les dispositions comme celles qui sont liées aux normes sanitaires et phytosanitaires coréennes ainsi que le calendrier des concessions tarifaires et les règles d'origine pour le secteur de l'automobile ont été revus.<sup>1</sup> Des facteurs extérieurs ont pressé l'Administration et le Congrès à adopter rapidement l'ALE, malgré les vives dissensions partisans à Washington. La visite officielle du Président coréen Lee Myung-Bak les 13 et 14 octobre risquait, en effet, de plonger l'Administration dans l'embarras advenant la prolongation du *statu quo*. L'entrée en vigueur de l'ALE entre la Corée du Sud et l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet, dont beaucoup d'entreprises sont en concurrence directe avec les entreprises américaines pour l'accès aux marchés coréens, a aussi aidé à créer un sentiment d'urgence. Les deux autres ALE, avec Panama et la Colombie, ont été entraînés dans le sillage de l'ALE avec la Corée du Sud. Malgré tout, les bénéfices stratégiques de l'accord sont plus importants que ces bénéfices économiques. Les États-Unis renforcent leurs liens avec un partenaire clé en Asie, dans la sphère d'influence directe de la Chine de surcroît. La conclusion de l'ALE pourrait aussi faciliter l'adhésion éventuelle de la Corée du Sud au projet d'accord de libre-échange régional asiatique piloté par les États-Unis, le Partenariat transpacifique.



*« Ces accords commerciaux importants fourniront de nouvelles opportunités pour les PME américaines, les fermiers et les industries, qui pourront accroître leurs activités et engager davantage d'employés. Alors que la Chambre des représentants sous le contrôle des démocrates ne faisait rien, d'autres nations ont accru leurs liens commerciaux et la compétitivité américaine s'en est trouvée réduite. »*

*– Président de la Chambre des représentants, John Boehner (R-OH), 12 octobre 2011.*

L'ALE avec la Colombie a reçu l'appui de 262 élus à la Chambre des représentants. 197 ont voté contre. Seulement 31 représentants démocrates l'ont appuyé. Au Sénat, l'ALE a été adopté par 66 voix contre 15. Son impact économique devrait être marginal. La Colombie était le 26<sup>e</sup> partenaire commercial des États-Unis en 2010. L'*USITC* prévoit une croissance supplémentaire

<sup>1</sup> Voir la Chronique commerciale américaine vol. 3, no 33, du 7 décembre 2010, en ligne : CEIM : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6156](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6156)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

du PIB des États-Unis de 2,5 milliards de \$ É-U et un impact négligeable mais néanmoins positif sur l'emploi. Le secteur agricole américain devrait bénéficier de la libéralisation du marché colombien. L'ALE revêt une importance beaucoup plus significative pour la Colombie, les États-Unis étant son premier partenaire commercial. Encore une fois, l'objectif pour les États-Unis est plus politique qu'économique. La Colombie est un allié stratégique des États-Unis en Amérique du Sud. L'ALE a suscité une importante controverse, les opposants à l'accord reprochant à la Colombie son piètre bilan en matière de respect des droits de l'Homme et de respect des normes du travail. Les meurtres et l'intimidation de leaders syndicaux et communautaires y sont fréquents. Afin de répondre à ces griefs, l'administration Obama a conclu une entente avec la Colombie le 6 avril 2011 qui prévoit la modification et l'application accrue des lois et réglementations du travail.<sup>2</sup> La « feuille de route » a permis de rallier un appui chez les démocrates jugé suffisant par l'administration Obama pour aller de l'avant avec la ratification de l'accord. Le respect de ces exigences n'ayant cependant pas été formellement inclus dans l'ALE, de nombreux élus s'y sont malgré tout opposés, en particulier le très influent Sander Levin.

L'ALE avec Panama a reçu l'appui de 300 élus à la Chambre des représentants. Seulement 129 ont voté contre. 66 représentants démocrates l'ont appuyé. Au Sénat, l'ALE a été adopté par 77 voix contre 22. Son impact économique sera presque nul aux États-Unis. L'accord a soulevé la controverse à cause du statut de paradis fiscal du petit pays d'Amérique centrale. Une entente sur l'échange d'informations fiscales, signer le 30 novembre 2010, a permis de rallier la plupart des élus démocrates à l'accord.<sup>3</sup>

*« Les accords de libre-échange à l'image de l'ALENA n'ont pas engendré une création d'emploi nette. [...] Le Président Obama devrait changer le cap de sa politique commerciale et faire des travailleurs et des producteurs américains sa priorité. »*

– Sénateur Sherrod Brown (D-OH), 12 octobre 2011.



Le président Obama a obtenu des élus républicains qu'en échange d'un vote sur les trois accords, ceux-ci ne feraient pas obstruction au renouvellement du Programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC). Mis en place dès 1962, ce programme vient en aide aux travailleurs, localités et entreprises affectés par les délocalisations d'entreprises et l'accroissement des importations résultant de la libéralisation du commerce.<sup>4</sup> Il bonifie les prestations d'aide sociale et finance la formation pour les travailleurs qui désirent réorienter leur carrière. Il a été amélioré en 2009 dans la foulée des mesures de relance dans le cadre du *Trade and Globalization Adjustment Assistance Act of 2009*. L'essentiel du programme a été renouvelé dans sa version

<sup>2</sup> Voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 14, du 12 avril 2011, en ligne : CEIM :

[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6611](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6611)

<sup>3</sup> Voir la Chronique commerciale américaine vol. 3, no 32, 30 novembre 2011, en ligne : CEIM

[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6133](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6133)

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur le PAAC, voir le site du département du Travail : <http://www.doleta.gov/tradeact/>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

bonifiée de 2009.<sup>5</sup> Le renouvellement de ce programme était primordial pour le président Obama afin de conserver l'appui des plus ardents opposants aux ALE à l'intérieur du parti démocrate.

Pour des raisons législatives, le PAAC a été rattaché au projet de loi renouvelant le Système généralisé de préférence, un accord commercial préférentiel. Les deux programmes ont été reconduits jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2013. Le SGP, en place depuis le *Trade Act of 1974*, est une procédure d'exception au traitement de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC. Le SGP offre un accès préférentiel au marché américain pour certains produits sélectionnés en provenance des pays en développement remplissant les critères. Dans le cadre de ce programme, les entreprises américaines ont importé des biens d'une valeur de 27 milliards de \$ É-U en 2010 et économisé 577 millions de \$ É-U en tarifs. Le SGP couvre quelque 4800 produits en provenance de 131 pays.

Pour consulter le communiqué de presse du président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, voir : <http://www.speaker.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=264095>

Pour consulter le communiqué de presse du sénateur démocrate Sherrod Brown, qui s'oppose aux ALE, voir : [http://brown.senate.gov/newsroom/press\\_releases/release/?id=77d3444a-ca6b-4631-93d8-804a27ee9c1a](http://brown.senate.gov/newsroom/press_releases/release/?id=77d3444a-ca6b-4631-93d8-804a27ee9c1a)

Pour consulter l'étude de l'USITC sur l'impact de l'ALE avec la Corée du Sud, voir :

<http://www.usitc.gov/publications/docs/pubs/2104F/pub3949.pdf>

Pour consulter l'étude de l'*Economic Policy Institute* sur les impacts des ALE avec la Corée du Sud et avec la Colombie : <http://www.epi.org/temp727/WorkingPaper289-2.pdf>

Pour consulter les études les plus récentes du *Congressional Research Service* sur :

L'ALE avec la Corée du Sud : <http://fpc.state.gov/documents/organization/171373.pdf>

L'ALE avec la Colombie : <http://fpc.state.gov/documents/organization/168101.pdf>

L'ALE avec Panama : <http://fpc.state.gov/documents/organization/169062.pdf>

### *Commentaire sur les votes au Congrès*

La ratification par le Congrès des trois accords commerciaux avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud), la reconduction du SGP et la prorogation de l'aide à l'ajustement commercial étaient une question de temps, les républicains n'ayant finalement pas grand chose à gagner en faisant de l'obstruction systématique. Le résultat des votes met ainsi un terme à une longue période d'incertitude. Pour l'Administration, il s'agit d'un succès incontestable puisque celle-ci est parvenue à faire adopter les différents projets de loi avec de confortables majorités, tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Cela dit, le vote reste très partisan. Ainsi, les Républicains ont-ils voté majoritairement contre le renouvellement du SGP et de l'aide à l'ajustement commercial, alors qu'au contraire, les Démocrates restent farouchement opposés aux accords commerciaux (voir le tableau des votes).

Autre constat : même si l'Administration est parvenue à convaincre un certain nombre d'élus de son camp, les graphiques 1 et 2 montrent clairement que l'adoption des projets de loi sur le commerce, qu'il s'agisse du mandat de négocier ou de ratification des accords signés, dépend très largement du vote des Républicains. Dans le cas présent, c'est l'accord avec la Colombie qui a suscité les plus vives critiques et oppositions dans les rangs démocrates. On relèvera néanmoins que même dans le cas des deux autres accords, soit celui avec le Panama et celui avec la République de Corée, les Démocrates n'ont guère suivi la ligne présidentielle. L'accord commercial avec le Pérou, une fois amendé à l'initiative du Congrès, avait rallié un plus grand

---

<sup>5</sup> Pour plus de détails sur le compromis entre républicains et démocrates sur le PAAC, voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 19, juillet 2011, en ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6762](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6762)



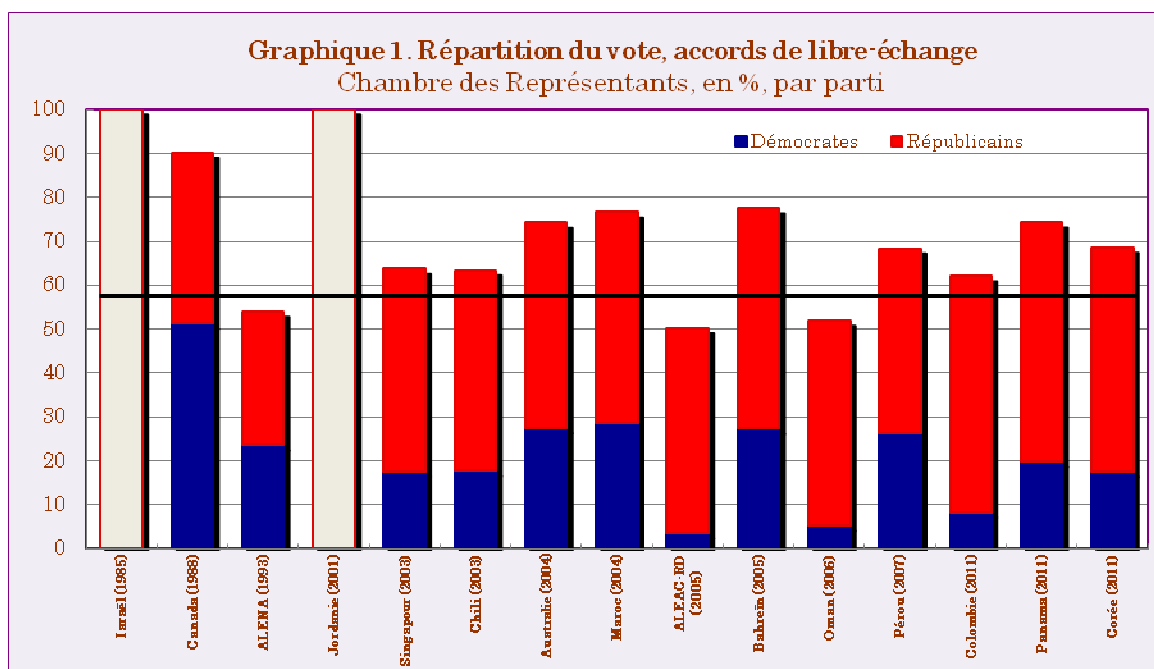
## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

nombre de représentants démocrates, laissant ainsi entrevoir un changement d'attitude de la part des démocrates dès lors que les accords apportaient des garanties suffisantes en matière de protection des droits des travailleurs et de l'environnement. Les nouveaux votes montrent que ce n'est manifestement pas le cas et qu'en l'occurrence, l'argument souvent invoqué en vertu duquel les clauses sociales et environnementales n'auraient d'autre finalité que « d'acheter les voix du Congrès » ne tient pas la route. La réalité avec laquelle doivent désormais composer tous les présidents, qu'ils soient démocrates ou républicains, est que le libre commerce ne convainc plus guère que les convaincus. Alors que les trois quarts des Américains<sup>6</sup> considèrent que l'économie est le principal problème auquel doivent faire face les États-Unis, les choses ne sont certainement pas prêtes de changer.

Le président Obama vient sans doute de s'enlever une épine du pied et par la même occasion de s'attirer les sympathies des milieux d'affaires américains en obtenant l'appui du Congrès pour les trois accords commerciaux que lui avait laissé le président Bush, tout comme il peut se targuer d'un beau succès politique en obtenant du Congrès le renouvellement de l'aide à l'ajustement commercial, mais cela ne change rien au fond du problème : la politique commerciale des États-Unis est en roue libre, et ce sans que l'on ne sache trop où elle s'en va.

*Christian Deblock*



<sup>6</sup> <http://www.gallup.com/poll/1675/most-important-problem.aspx>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

## 1. Votes au Sénat

Républicains Démocrates Indépendants

### H.R. 2832 - Renouveau du SGP et prorogation des PAAC

Vote 150 22-sept-11

|            |    |    |    |   |
|------------|----|----|----|---|
| Pour       | 70 | 17 | 51 | 3 |
| Contre     | 27 | 27 | 0  | 0 |
| Abstention | 3  | 3  | 0  | 0 |

Note : SGP : Système généralisé de préférences ; PAAC : Programmes d'aide à l'ajustement commercial

### H.R. 3078 - Accord commercial avec la Colombie

Vote 163 12-oct-11

|            |    |    |    |   |
|------------|----|----|----|---|
| Pour       | 66 | 44 | 21 | 1 |
| Contre     | 33 | 2  | 30 | 1 |
| Abstention | 1  | 1  | 0  | 0 |

### H.R. 3079 - Accord commercial avec le Panama

Vote 162 12-oct-11

|            |    |    |    |   |
|------------|----|----|----|---|
| Pour       | 77 | 46 | 30 | 1 |
| Contre     | 22 | 0  | 21 | 1 |
| Abstention | 1  | 1  | 0  | 0 |

### H.R. 3080 - Accord commercial avec la Corée

Vote 161 12-oct-11

|            |    |    |    |   |
|------------|----|----|----|---|
| Pour       | 83 | 45 | 37 | 1 |
| Contre     | 15 | 1  | 14 | 0 |
| Abstention | 2  | 1  | 0  | 1 |

## 2. Votes à la Chambre des représentants

Républicains Démocrates

### H.R. 2832 - Renouveau du SGP et prorogation des PAAC

Vote 784 12-oct-11

|            |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|
| Pour       | 307 | 118 | 189 |
| Contre     | 122 | 122 | 0   |
| Abstention | 5   | 2   | 3   |

### H.R. 3078 - Accord commercial avec la Colombie

Vote 781 12-oct-11

|            |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|
| Pour       | 262 | 231 | 31  |
| Contre     | 167 | 9   | 158 |
| Abstention | 5   | 2   | 3   |

### H.R. 3079 - Accord commercial avec le Panama

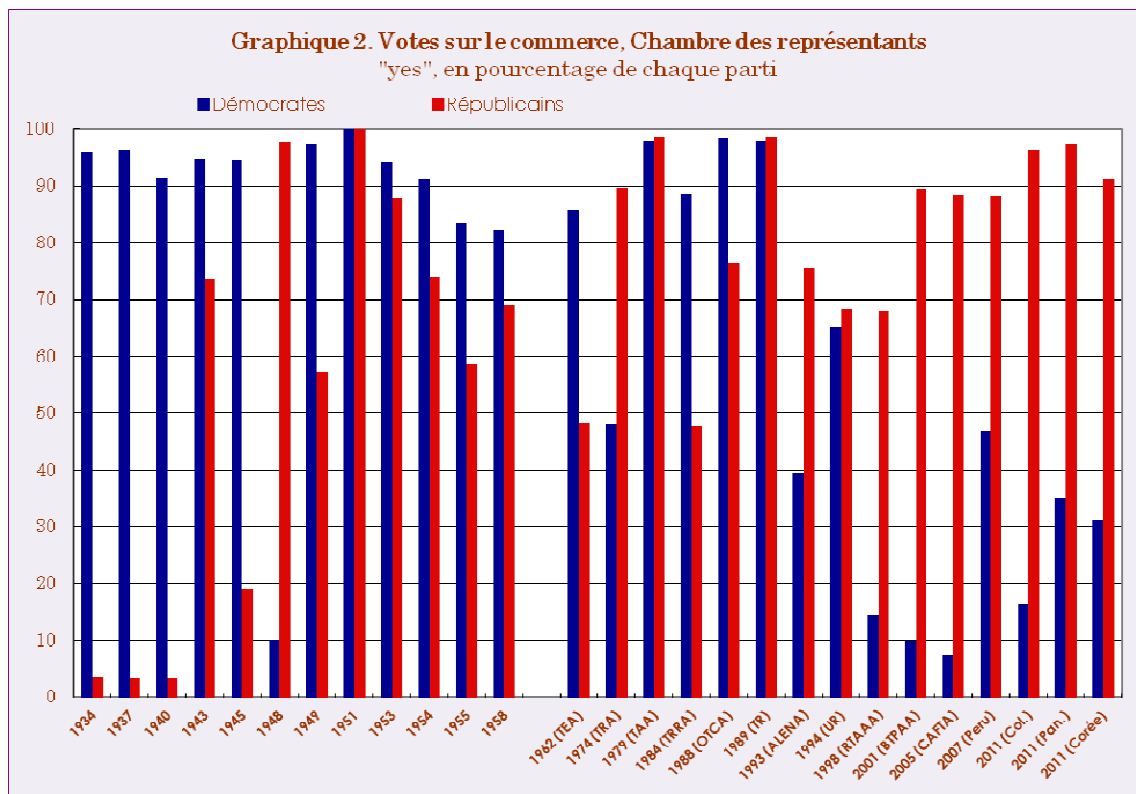
Vote 782 12-oct-11

|            |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|
| Pour       | 300 | 234 | 66  |
| Contre     | 129 | 6   | 123 |
| Abstention | 5   | 2   | 3   |

### H.R. 3080 - Accord commercial avec la Corée

Vote 783 12-oct-11

|            |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|
| Pour       | 278 | 219 | 59  |
| Contre     | 151 | 21  | 130 |
| Abstention | 4   | 1   | 3   |



## Investissements

### *L'Initiative nationale pour les investissements*

Signe des temps, les États-Unis n'attirent plus les investissements directs étrangers (IDE) comme avant. En 1990, la part des investissements mondiaux totaux dirigés vers les États-Unis était de près de 26 %. Aujourd'hui, ils s'élèvent à environ 18 % du total mondial. Derrière ces données se cache une réalité complexe, à mi-chemin entre la perte d'attractivité des États-Unis, la compétitivité accrue de nouveaux marchés ou simplement le résultat des efforts de promotion des autres pays. Si la plupart des IDE sont des investissements de portefeuille ou des fusions-acquisitions, les nouveaux investissements (*Greenfield*) et les filiales d'entreprises étrangères déjà implantées aux États-Unis créent des emplois très bien rémunérés, tout en contribuant de manière non négligeable à l'activité économique. Il ne faut donc pas s'étonner que lorsque la Maison-Blanche demande à un groupe de conseillers issus du monde des affaires et du monde académique de proposer des solutions simples qui permettent de créer de l'emploi, une de leurs conclusions soit la mise en place d'une Initiative nationale pour les investissements (INI).

Avancée comme l'une de cinq propositions principales par le Conseil sur l'emploi et la compétitivité (*Council on Jobs and Competitiveness*) dans un rapport paru en octobre intitulé *Taking Action, Building Confidence : Five Common Sense Initiatives to Create Jobs*, l'objectif de l'INI est d'attirer 1 000 milliards de \$ É-U supplémentaires en IDE au cours des cinq prochaines années.

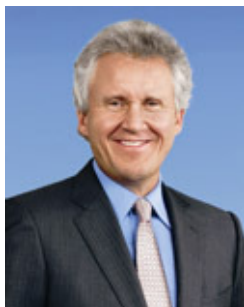




## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

Cela représente une augmentation annuelle de 15 % par rapport à la moyenne de la décennie 2000-2009. Pour ce faire, cinq propositions ont été avancées. 1) Créer des « zones d'investissement en innovation ». Concentrés près des grandes universités, ces pôles économiques combineront transferts technologiques et exemptions fiscales pour attirer les entreprises. 2) Cibler les entreprises étrangères au sein des chaînes de valeurs des entreprises américaines et les encourager à investir aux États-Unis. 3) Accroître les ressources attribuées au programme *SelectUSA*, afin d'améliorer la coordination entre les agences fédérales et régionales chargées de promouvoir les IDE. 4) Réformer les règles d'immigration de manière à faciliter l'application de travailleurs qualifiés étrangers sur des postes offerts aux États-Unis. 5) Simplifier le régime fiscal américain.



*« [Les États-Unis] sont toujours la plus grande économie du monde. C'est toujours un pays où il est intéressant de faire des affaires. [...] Il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne serions pas plus agressifs, plus compétitifs et plus accueillants, plus affamés, en tant que pays [dans notre recherche d'investissements directs étrangers]. »*

*– Jeff Immelt, président de General Electric et du Conseil sur l'emploi et la compétitivité, 7 octobre 2011.*

Le président Obama a répondu de manière enthousiaste à ces propositions. Si le gouvernement fédéral continue de militer activement pour une uniformisation des règles concernant la protection des investisseurs, notamment à travers la signature de nombreux traités bilatéraux d'investissement (TBI), il semble aujourd'hui se doter d'une politique d'attraction des IDE en bonne et due forme. Le programme *SelectUSA*, hébergé au sein du département du Commerce, qui agit en tant que bureau de coordination des initiatives de promotion de l'investissement en est un bon exemple.<sup>7</sup> L'adoption de l'INI serait un pas logique dans cette direction.

Pour consulter le rapport du Conseil sur l'emploi et la compétitivité, voir : <http://www.jobs-council.com/recommendations/overview-of-%e2%80%9cunlocking-pockets-of-job-growth%e2%80%9d-jobs-council-interim-report/>

Pour consulter les principales recommandations concernant l'Initiative nationale pour les investissements, voir : <http://www.jobs-council.com/recommendations/launch-a-national-investment-initiative/>

Pour un portrait présent détaillé des IDE aux États-Unis, voir le rapport du département du Commerce publié en juin intitulé *Foreign Direct Investment in the United States* : <http://www.esa.doc.gov/Reports/foreign-direct-investment-united-states>

Pour un portrait historique détaillé de l'IDE américain et étranger aux États-Unis, voir le cahier de recherche publié par Christian Deblock, intitulé *Les États-Unis et l'investissement direct étranger : Une histoire à trois temps* : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6969](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6969)

Source : SudeepReddy, « White House Aims to Lure More Foreign Investment », *Wall Street Journal*, 10 octobre 2011, en ligne : [http://online.wsj.com/article/SB10001424052970204294504576617502167150790.html?mod=WSJ\\_US\\_News\\_5](http://online.wsj.com/article/SB10001424052970204294504576617502167150790.html?mod=WSJ_US_News_5)

<sup>7</sup> Pour plus de détails concernant le programme *SelectUSA*, voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 19, du mois de juillet 2011, en ligne : CEIM



## Commerce international

### *Développements dans le processus d'accession de la Russie à l'OMC*

Les négociations en vue de l'adhésion de la Russie à l'OMC avancent rapidement et pourraient être conclues avant la fin de l'année. Après avoir reçu l'appui de l'Administration Obama plus tôt cette année,<sup>8</sup> la Russie en est arrivée à une entente avec l'Union européenne sur certaines dispositions dans le secteur de l'automobile et écarte ainsi le dernier obstacle économique d'envergure à son adhésion. L'entente de principe avec la Géorgie sur le transport transfrontalier survenue le 27 octobre, si elle est entérinée par Moscou, ouvrirait la voie à l'accession de la Russie à l'OMC lors de la ministérielle de décembre 2011. La Russie est la plus importante économie toujours non membre de l'OMC. Elle a entamé son processus d'accession en 1993. L'annonce de son adhésion à l'OMC lors de la ministérielle de décembre serait bienvenue alors que les négociations sur le cycle de Doha sont au point mort.

Le conflit territorial entre la Russie et la Géorgie concernant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud est le principal obstacle politique au processus d'accession. Depuis le conflit armé qui a opposé les deux pays en 2008, la Russie contrôle les territoires contestés. La Géorgie, membre de l'OMC, s'oppose à son entrée dans l'organisation sans résolution du conflit. La médiation entre les parties à Genève a pourtant débouché sur une entente de principe le 27 octobre dernier. Elle prévoit la surveillance des échanges de marchandises à la frontière des territoires contestés par une tierce partie et des modalités de partage de l'information recueillie. La Russie doit se prononcer sur l'accord avant la réunion du groupe de travail sur son accession les 10 et 11 novembre prochain.

*« La Russie envisage, avec l'appui de l'Administration [Obama], la possibilité d'entrer à l'Organisation mondiale du commerce. Pour ce faire, le Congrès doit approuver la normalisation des relations commerciales. Mais avant que cela ne survienne, d'importants contentieux commerciaux devront être résolus. »*

*– Président de la Chambre des représentants, John Boehner, 25 octobre 2011.*

Malgré ces récents développements, les États-Unis pourraient devoir attendre avant de profiter d'une éventuelle ouverture commerciale russe.<sup>9</sup> L'amendement Jackson-Vanik, qui impose des sanctions commerciales à la Russie depuis 1974, est toujours en vigueur et l'empêche techniquement de recevoir le traitement de la nation la plus favorisée (NPF). L'amendement est suspendu annuellement depuis 1994 mais son abolition est nécessaire à l'octroi du statut NPF permanent à la Russie. Or, le président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner (R-OH), ne semble pas pressé de répondre aux pressions de la Maison-Blanche qui souhaite voir le Congrès abolir cet amendement. Au cours de l'année électorale qui approche, les dirigeants républicains pourraient utiliser cette question comme levier auprès de l'Administration ou simplement pour faire obstacle à la stratégie de détente avec la Russie « Reset » mise de l'avant par le président Obama. À moins d'un changement de dynamique

<sup>8</sup> Voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 10, du 17 mars 2011, en ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6549](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6549)

<sup>9</sup> Voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 19, de juillet 2011, en ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6762](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6762)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

important, les États-Unis devront vraisemblablement patienter avant de bénéficier des avantages de la libéralisation commerciale promise par l'accèsion éventuelle de la Russie à l'OMC.

Sources : « Réunion formelle du Groupe de travail de l'accèsion de la Russie prévue à l'OMC », *OMC nouvelles*, 27 octobre 2011, en ligne : WTO [http://www.wto.org/french/news\\_f/news11\\_f/acc\\_rus\\_27oct11\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/acc_rus_27oct11_f.htm) ; « Russia-Georgia Bilateral Talks Reach Breakthrough, But No Deal Yet », *Inside US Trade*, vol. 29, no 42, 28 octobre 2011 ; James Rowley, « Boehner Says Russia's Trade Status Depends on Georgia Border », *Bloomberg*, 26 octobre 2011, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2011-10-25/boehner-says-russia-s-wto-approval-depends-on-georgia-border.html> ; John Boehner, « Congressman Boehner on Reasserting American Exceptionalism in the U.S.-Russia Relationship », *Speeches and Floor Statements*, 25 octobre 2011, en ligne : House <http://boehner.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=266085> ; Alena Chechel et Scott Rose, « EU, Russia Agree on WTO Terms, Leaving Membership by Year-End Possible », *Bloomberg*, 21 octobre 2011, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2011-10-21/eu-russia-agree-on-wto-terms-leaving-membership-by-year-end-possible.html>

---

### Études économiques et articles connexes

Steven Zahniser et Andrew Roe, « NAFTA at 17 - Full Implementation Leads to Increased Trade and Integration », *USDA Economic Research Service*, mars 2011.  
<http://www.ers.usda.gov/publications/wrs1101/>

Mauricio Cárdenas et Joshua Meltzer, « Korea, Colombia, Panama: Pending Trade Accords Offer Economic and Strategic Gains for the United States », *Brookings Institute*, policy brief no 183, juin 2011.  
[http://www.brookings.edu/papers/2011/07\\_trade\\_accords\\_cardenas\\_meltzer.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/07_trade_accords_cardenas_meltzer.aspx)

David H. Autor, David Dorn et Gordon H. Hanson, « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *MIT Department of Economics*, août 2011.  
<http://economics.mit.edu/files/6613>

Charles W. Freeman III, « China's Ho-Hum WTO Decennial », *Center for Strategic and International Studies*, septembre 2011.  
<http://csis.org/files/publication/fr11n9.pdf>

Domenico Lombardi, « The Euro-Area Crisis: Weighing Policy Options and the Scope for U.S. Leverage », *Brookings Institute*, 22 septembre 2011.  
[http://www.brookings.edu/testimony/2011/0922\\_european\\_debt\\_crisis\\_lombardi.aspx](http://www.brookings.edu/testimony/2011/0922_european_debt_crisis_lombardi.aspx)

Jonathan Fox et Libby Haight (ed.), « Subsidizing Inequality: Mexican Corn Policy Since NAFTA », *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, octobre 2010.  
<http://www.wilsoncenter.org/publication/subsidizing-inequality-mexican-corn-policy-nafta-0>

John H. Makin, « The Eurozone Crisis and the US Economy: What Has Gone Wrong? », *AEI Economic Outlook*, 1<sup>er</sup> octobre 2011.  
<http://www.aei.org/outlook/101079>

Darrel M. West, « Technology and the Innovation Economy », *Brookings Institute*, 19 octobre 2011.  
[http://www.brookings.edu/papers/2011/1019\\_technology\\_innovation\\_west.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/1019_technology_innovation_west.aspx)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 22, novembre 2011

Claude Barfield, « The United States and Asian Regionalism : The Long Road to the Trans-Pacific Partnership », *AEI*, 20 octobre 2011.

<http://www.aei.org/paper/100256>

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)